



Strasbourg, 5 janvier 2009

**Greco (2008) 25F**

**40<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO**  
(Strasbourg, 1-5 décembre 2008)

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

## **I. Ouverture de la réunion plénière**

1. La 40<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO est présidée par M. Drago KOS (Président, Slovénie).
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, et notamment à ceux qui viennent d'être nommés. La liste des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

## **III. Informations fournies par le Président et le Secrétaire Exécutif**

4. Le **Président** présente les principales conclusions du Bureau 46 (voir Greco (2008) 23F), qui était présidé par M. Marin MRČELA (Vice-Président, Croatie). Plusieurs propositions du Bureau ont été déposées pour la présente réunion (points 9, 11 et 12 de l'ordre du jour). Le Bureau a également approuvé le projet de Programme d'activités pour 2009, qui est soumis au GRECO pour adoption lors de la présente réunion (point 10). En outre, le Bureau a été informé de l'intention du Secrétariat de la *Regional Anti-Corruption Initiative* (RAI – Initiative anticorruption régionale), sise à Sarajevo et qui a succédé au SPAI, de solliciter le statut d'observateur auprès du GRECO.
5. Depuis la dernière réunion plénière, le Président a participé à une réunion informelle du groupe de travail chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). Il a également assisté, à Moscou, à une audition de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe consacrée à la « corruption judiciaire », où son intervention a principalement porté sur l'action menée par le GRECO dans les domaines de la corruption judiciaire et de la protection des donneurs d'alerte.
6. Il convient de noter que le rapport du Bureau 46 rappelle aux membres, en leur indiquant des lignes directrices précises, la procédure à suivre pour la communication d'informations sur lesquelles doivent reposer les rapports de conformité et les addendums aux rapports de conformité. Le Président souligne que le respect de ces procédures s'impose pour garantir, lors de la rédaction et de l'adoption des rapports, l'appréciation rigoureuse de la pertinence de ces informations. L'attitude de certains pays, qui compromettent le bon fonctionnement des réunions plénières en présentant oralement des informations supplémentaires importantes lors de l'examen du rapport de conformité concerné (c'est-à-dire après que le pays en question a eu largement la possibilité de compléter ces informations lors de l'étape P2) sera mise en avant dans les rapports consacrés aux différents pays et, le cas échéant, dans les décisions prises par le GRECO. Les situations susceptibles d'entraîner le report de la finalisation des rapports RC doivent être évitées à tout prix, de manière à ne pas surcharger le calendrier du GRECO de travaux inachevés.
7. Le Bureau a également décidé d'inviter un représentant du Secrétariat de la Commission européenne pour procéder à un futur **échange de vues** avec le GRECO, afin d'examiner les modalités d'une possible participation de la Communauté européenne au travail du GRECO.

8. Le **Secrétaire Exécutif** rend compte de l'évolution de la situation depuis la 39<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO (octobre 2008) :

- des exemplaires des conclusions de la 13<sup>e</sup> Conférence internationale contre la corruption (IACC), à laquelle ont assisté M. Dimitris GIZIS (membre du Bureau, Grèce) et un membre du Secrétariat (Athènes, 30 octobre - 2 novembre) sont à la disposition des membres. Les participants à la réunion plénière sont également invités à prendre note des conclusions et des recommandations formulées dans le cadre d'un atelier organisé par la Hertie School of Governance lors de la conférence, intitulé « Les enseignements tirés de la politique de lutte contre la corruption menée par l'UE », qui pourrait fournir matière à un futur échange de vues avec la Commission européenne ;

- le Secrétariat a participé à une réunion de la Commission de lutte contre la corruption de la Chambre de commerce internationale (CCI), qui s'est tenue à Paris le 17 octobre ; la CCI a manifesté un grand intérêt pour les instruments de lutte contre la corruption du Conseil de l'Europe et pour les résultats des travaux d'évaluation du GRECO ;

- Le Secrétaire Exécutif prendra part à un événement organisé par les autorités d'Andorre pour célébrer la Journée internationale de la lutte contre la corruption le 9 décembre et, du 15 au 17 décembre, représentera le Conseil de l'Europe lors de la 2<sup>e</sup> réunion à Vienne du Groupe de travail intergouvernemental à composition ouverte, chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, au cours de laquelle seront étudiés les éléments d'un projet de mandat d'un mécanisme de contrôle ;

- des exemplaires des deux avis de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), qui font référence aux conclusions formulées par le GRECO sur les questions de l'immunité, sont à la disposition des membres : l'avis 490/2008 « sur le projet d'amendement de l'article 23(5) de la loi relative au défenseur des droits de l'homme de l'Arménie » et l'avis n° 492/2008 « sur la question de l'immunité des personnes impliquées dans le processus électoral en Arménie » ; c'est également le cas d'une décision du Conseil de l'Union européenne relative à la prochaine mise en place d'un réseau de points de contact contre la corruption ;

- le Comité statutaire a adopté le budget 2009 du GRECO lors de sa 13<sup>e</sup> réunion, le 27 novembre dernier. M. Bruno GAIN, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe et Président du Comité statutaire depuis novembre 2007, présidait la réunion. Le budget 2009 est en augmentation de 13 % par rapport à celui de 2008 et prévoit la création d'un poste supplémentaire de grade A. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, puis le Comité du budget, ont approuvé le projet de budget avant sa présentation au Comité statutaire. Le Président de ce dernier a souligné combien il était capital pour le GRECO de disposer des moyens indispensables à la poursuite satisfaisante de son action et le Comité a souscrit sans réserve à ce point de vue, tout en se félicitant du travail accompli par le GRECO.

#### **IV. Troisième Cycle d'Évaluation**

9. Conformément à l'usage, une lecture approfondie du projet de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la **Pologne** a lieu avec la participation de l'équipe d'évaluation, qui s'est rendue sur place, à Varsovie. Avant l'adoption du rapport, une deuxième lecture du projet révisé à la lumière des discussions auxquelles a donné lieu la première lecture est effectuée.

10. Le GRECO adopte le Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la Pologne (Greco Eval III Rep (2008) 2F – thèmes I et II) et invite la Pologne à autoriser sa publication dans les meilleurs délais. La date limite de présentation du rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport est fixée au 30 juin 2010.
11. Le GRECO approuve la composition des équipes chargées de l'évaluation du Troisième Cycle de la Croatie, de Malte, de l'Irlande, de l'Allemagne, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Turquie, de la Bulgarie et de la Hongrie, telle qu'elle figure dans le document Greco Eval III (2007) 1bil du 5 décembre 2008).
12. Le Secrétaire Exécutif attire l'attention des participants de la réunion plénière sur le document interne (« non-document ») intitulé « Introductory notes regarding a possible *tour de table* on the issue of effective regret » (notes introductives concernant un possible tour de table sur le thème du repentir réel). Celui-ci a été établi par le Secrétariat suite à la décision prise lors du GRECO 39 de charger le Bureau d'examiner la possibilité d'organiser un tour de table sur la question ; il comporte aujourd'hui les observations formulées par le Bureau lors de sa dernière réunion. Le Bureau estimait qu'il était trop tôt pour consacrer un tour de table à cette question. Dans l'intervalle, ce document interne a pour but de fournir des informations auxquelles le GRECO pourra se référer lorsqu'il aura à prendre position dans le cadre des évaluations du Troisième Cycle. Le Président invite les délégations à transmettre au Secrétariat leurs observations relatives au document interne **d'ici au 15 janvier** 2009, afin qu'elles puissent être examinées par le Bureau 47.

#### **V. Premier et Deuxième Cycles d'Évaluation conjoints**

13. Les participants procèdent à une lecture approfondie du projet de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la **Fédération de Russie**, avec la participation de l'équipe d'évaluation qui a effectué une visite sur place, à Moscou. La délégation russe est présidée par le ministre russe de la Justice, M. Alexander V. KONOVALOV. Avant l'adoption du rapport, les délégués effectuent une deuxième lecture du projet révisé à la lumière des échanges intervenus lors de la première lecture.
14. Le GRECO adopte le Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Fédération de Russie (Greco Eval I-II Rep (2008) 2F) et invite la Fédération de Russie à autoriser sa publication dans les meilleurs délais. La date limite de présentation d'un rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport est fixée au 30 juin 2010.
15. Le projet de Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le **Monténégro** a été établi sur la base d'un rapport de situation présenté par les autorités du pays, en consultation avec les rapporteurs désignés au titre de la Hongrie et de l'Italie. Les rapporteurs communiquent leurs observations sur le projet de Rapport de Conformité à la réunion plénière et une lecture approfondie du projet s'ensuit.
16. Le GRECO adopte le projet de Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Monténégro (Greco RC-I/II (2008) 5F) et invite le Monténégro à autoriser sa publication dans les meilleurs délais. La date limite de présentation du complément d'information sur la mise en œuvre des recommandations est fixée au 30 juin 2010.

17. Le GRECO approuve la liste des pays rapporteurs des procédures de conformité du Deuxième Cycle et des Premier et Deuxième Cycles conjoints, qui a été mise à jour pour intégrer les tout derniers Etats membres, telle qu'elle figure dans le document Greco Eval II (2005) 7E Rev 4).

## **VI. Deuxième Cycle d'Evaluation**

18. Les projets de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur **la Moldova** et les **Etats-Unis d'Amérique** ont été établis sur la base des rapports de situation présentés par les autorités des pays concernés, en consultation avec les rapporteurs désignés au titre de l'Andorre et de la Roumanie pour la Moldova, ainsi qu'au titre de la France et de la Pologne pour les Etats-Unis. Les rapporteurs communiquent leurs observations sur les projets de rapport de conformité à la réunion plénière et une lecture approfondie des rapports s'ensuit.
19. Le GRECO adopte les Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Moldova (Greco RC-II (2008) 8F) et sur les Etats-Unis d'Amérique (Greco RC-II (2008) 5F). La date limite de présentation du complément d'information sur la mise en œuvre des recommandations est fixée au 30 juin 2010 dans les deux cas. Le GRECO note avec satisfaction que les deux pays autorisent la publication des rapports.
20. Le projet d'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur l'**Estonie** a été établi sur la base des informations fournies par les autorités du pays, comme le demandait le GRECO dans les conclusions de son Rapport de Conformité du Deuxième Cycle. A l'issue d'une lecture détaillée, le GRECO adopte l'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur l'Estonie (Greco RC-II (2006) 3F Addendum) et clôt ainsi la procédure de conformité du Deuxième Cycle pour ce pays. L'Estonie est invitée à autoriser la publication de l'Addendum dans les meilleurs délais.

## **VII. Publication de rapports et traduction dans les langues nationales**

21. Les participants prennent connaissance de l'intention des autorités nationales concernées d'autoriser sous peu la publication du Rapport d'Evaluation du Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Autriche (que les autorités publieront simultanément en allemand) et du Rapport de Conformité du Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Azerbaïdjan.
22. Le Secrétaire Exécutif indique aux participants de la réunion plénière que seize membres ont transmis des rapports traduits dans les langues nationales afin qu'ils soient insérés sur le site web du GRECO. Les membres qui n'ont pas encore donné suite à l'invitation de mettre à disposition les traductions des rapports sont encouragés à le faire ; ces textes permettent en effet d'améliorer considérablement la diffusion de l'information. Il rappelle aux participants de la réunion plénière que la décision, prise par le Bureau, d'inviter les Etats à fournir une traduction des rapports adoptés dans les langues nationales a été mise en œuvre depuis mars 2007, sans que l'intention ait à l'époque été de demander la traduction des rapports précédemment adoptés ; toutefois, si ces traductions étaient mises à la disposition du Secrétariat, elles seraient insérées sur le site web du GRECO et constitueraient une source supplémentaire d'information bienvenue pour le public.

## **VIII. Neuvième Rapport général d'activité (2008)**

23. Le GRECO accepte la proposition du Bureau 46 d'inclure dans son neuvième Rapport général d'activité (2008) une partie consacrée à la question de fond du contrôle indépendant du financement des partis politiques et constate avec satisfaction que M<sup>me</sup> Patricia PEÑA ARDANAZ, consultante sur le financement des

partis pour le Troisième Cycle d'Évaluation, a accepté d'élaborer un projet de cette partie. Le projet de rapport sera présenté au Bureau 47, puis au GRECO 41 pour adoption.

#### **IX. Programme d'activités pour 2009**

24. Le Secrétaire Exécutif informe les participants de la réunion plénière que les chefs de délégation de l'ensemble des pays pour lesquels une date provisoire de visite d'évaluation en 2009 avait été prévue dans le calendrier figurant dans le projet de Programme d'activités ont été contactés par courrier ; ce dernier leur proposait une date de visite et une date limite pour la communication des réponses aux questionnaires du GRECO. Le Secrétaire Exécutif invite instamment ceux qui ne l'ont pas encore fait à répondre dans les meilleurs délais (avant la fin 2008, dans l'idéal), afin que le calendrier de l'année 2009 soit gérable. Les participants prennent note du fait que les dates proposées à la Croatie, à l'Allemagne, à la Hongrie et à « l'ex-République yougoslave de Macédoine » seront très probablement acceptées sous peu et que Malte donnera sa réponse dans une semaine environ. Des propositions de date seront envoyées à Chypre, à la Grèce et à la Roumanie dès que celles des huit autres pays auront été fixées. Le GRECO adopte son Programme d'activités pour 2009, tel qu'il figure dans le document Greco (2008) 19F Final.
25. Compte tenu du programme de travail chargé du GRECO pour l'année 2009, la question du réexamen des méthodes de travail de la réunion plénière du GRECO est soulevée par le représentant des Pays-Bas. Le GRECO demande à son Bureau de poursuivre sa réflexion sur ce sujet et les délégations sont invitées à transmettre au Secrétariat toutes les observations qu'elles pourraient souhaiter faire, suffisamment tôt pour qu'elles soient prises en compte par le Bureau 47.

#### **X. Conférence de célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire du GRECO**

26. L'avant-projet de programme de la conférence organisée pour le 10<sup>e</sup> anniversaire du GRECO (Greco (2008) 21E), dont le Bureau a poursuivi l'élaboration lors de sa 46<sup>e</sup> réunion, est communiqué au GRECO. Cet avant-projet comporte des précisions sur douze Etats membres (qui représentent un éventail de zones géographiques, d'ordres juridiques et de politiques nationales pour les questions qui seront examinées) qui pourraient être invités à désigner des intervenants de haut niveau, afin qu'ils prennent la parole lors des sessions I et II, étant entendu que les deux thèmes indiqués pour la session I seront répartis entre les intervenants en fonction des préférences de chacun.
27. L'avant-projet de programme prévoit également deux tables rondes. Il convient, pour la table ronde n° 2 consacrée aux futurs enjeux et aux nouveaux domaines d'intérêt, de prévoir des intervenants compétents supplémentaires, qui disposent d'une expérience pertinente en matière de lobbying, de corruption et de malversations du secteur privé.
28. Le Président invite les délégations à transmettre leurs observations sur l'avant-projet de programme au Secrétariat **avant le 31 décembre 2008**. Il demande, notamment, aux délégations de se renseigner sur la disponibilité de représentants de haut niveau qui pourraient intervenir lors des sessions I et II, ainsi que de proposer un certain nombre d'intervenants qui prendront part à la table ronde n° 2.
29. Les participants prennent note que le Bureau a jugé utile d'établir un bilan provisoire des premiers résultats (à la mi-2009) du Troisième Cycle d'Évaluation, qui pourra être présenté à l'occasion de la conférence.

30. Comme le financement des frais d'organisation de la conférence n'a pu être prévu dans le budget 2009 du GRECO, le Président lance un appel en faveur du versement de contributions volontaires, en indiquant que ces frais ne devraient pas dépasser 20 000€.

**XI. Adoption des décisions**

31. Les décisions de la 40<sup>e</sup> réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2008) 24F.

**XII. Prochaines réunions**

32. Le GRECO prend note que le Bureau tiendra sa 47<sup>e</sup> réunion à Strasbourg le 23 janvier 2009. La 41<sup>e</sup> réunion plénière aura lieu à Strasbourg du 16 au 20 février 2009<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Dates changées ultérieurement : la réunion aura lieu du 16 au 19 février 2009.

## **ANNEXE I**

### **LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

#### **ALBANIA / ALBANIE** **Apologised / Excusé**

#### **ANDORRA/ANDORRE**

M. Ivan ALIS SALGUERO

Avocat, Assesseur de l'Unité de prévention et de lutte contre la corruption, Ministère de la Présidence et des Finances

#### **ARMENIA / ARMENIE**

Mr Gevorg KOSTANYAN

Assistant to the President of Armenia

#### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)

Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

Ms Doris NIEDERSÜSS

Bundeskanzleramt – Verfassungsdienst, Federal Chancellery of Austria - Constitutional Service,

Mr Martin KREUTNER

Director Federal Bureau for Internal Affairs (BIA), Federal Ministry of the Interior

#### **AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN**

Mr Inam KARIMOV (Head of delegation)

Chief Adviser, Department of Coordination of Law Enforcement Bodies, Executive Office of the President of the Republic, Secretary of the Commission for Combating Corruption

#### **BELGIUM / BELGIQUE**

Mlle Claire HUBERTS (Chef de délégation)

Attachée, Service des Principes de droit pénal et de procédure pénale, DG Législation, Droits et Libertés fondamentaux, (SPF Justice)

M Paul MULS

Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales  
Chambre des représentants

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Sead TEMIM

Prosecutor, Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

#### **BULGARIA / BULGARIE**

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)

State Expert, Directorate of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

#### **CROATIA / CROATIE**

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)

**Vice-Président du GRECO – Vice-President of GRECO**

Justice of the Supreme Court

#### **CYPRUS / CHYPRE**

Mr Philippos KOMODROMOS (Head of delegation)

Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

#### **CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)

International Department, Section for International Organisations and International Co-operation  
Ministry of Justice

Ms Milada VANĚČKOVÁ  
Deputy Director, Territorial Public Administration Dpt., Ministry of the Interior

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Flemming DENKER  
Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime

**ESTONIA / ESTONIE**

Ms Mari-Liis SÕÖT (Head of delegation)  
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)  
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

Ms Helinä LEHTINEN  
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

**FRANCE**

M Jean ALEGRE (Chef de délégation)  
Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires Etrangères et européennes

M. Michel BARRAU  
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

M. Pierre-Christian SOCCOJA  
Coordinateur du pôle régional anti-criminalité en Europe du Sud-Est, Ambassade de France,

**GEORGIA / GEORGIE**  
**Apologised / Excusée**

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)  
Head of Division, Ministry of Justice

Ms Cornelia GÄDIGK  
Senior public prosecutor, Head of Division 57 "Corruption Crimes", Prosecution office Hamburg

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios DASKALOPOULOS  
Deputy to the Permanent Representative of Greece to the Council of Europe

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr Ákos KARA (Head of delegation)  
Deputy Head of Department, Ministry of Justice

**ICELAND / ISLANDE**  
**Apologised / Excusée**

**IRELAND / IRLANDE**

Mr Ken MAHER  
Criminal Law Division, Department of Justice, Equality and Law Reform

**ITALY / ITALIE**

Mr Silvio Bonfigli  
Magistrate, Anticorruption and Transparency Service (SAeT)

Mr Fabrizio GANDINI  
Magistrate, Magistrate attached to Office I, Directorate General of Penal Law

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Inese TERINKA  
Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

**LITHUANIA / LITUANIE**

Ms Elena KONCEVICIUTE  
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

**LUXEMBOURG**

Ms Sophie HOFFMAN  
Attaché, Ministère de la justice

**MALTA / MALTE**

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)  
Attorney General, Attorney General's Office

**MOLDOVA**

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)  
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

Mr Radu COTICI  
Head of legislation and anti-corruption proofing Directorate, Centre for fighting economic crimes and corruption (CCCEC)

**MONACO**

M Frédéric COTTALORDA  
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN)

**MONTENEGRO**

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)  
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Ms Marija NOVKOVIC  
Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Ms Nina KRGOVIC  
Advisor, Directorate for Anticorruption Initiative

Mr Dusan DRAKIC  
Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Milos SOSKIC  
Deputy Basic State Prosecutor

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Bastiaan WINKEL-BOER (Head of delegation)  
Policy Advisor, Ministry of Justice

**NORWAY / NORVEGE**

Mr Jens-Oscar NERGÅRD  
Senior Advisor, Ministry of Government Administration and Reform

Mr Trygve HEYERDAHL  
Senior Advisor, Ministry of Justice and the Police

**POLAND / POLOGNE**

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)  
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK  
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

Mr Jarosław BRZEZIŃSKI  
Ministry of Finance

Mr Krzysztof LORENTZ  
State Electoral Commission

Mr Marcin KOWAL  
Ministry of Justice

**PORTUGAL**

M Jorge MENEZES FALCÃO (Chef de délégation)  
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

Ms Oana SCHMIDT-HAINEALA (Head of delegation)  
Director of the Department for Relations with the Public Ministry, Crime and Corruption Prevention  
Ministry of Justice

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Mr Alexander V. KONOVALOV,  
Minister of Justice of the Russian Federation

Mr Georgy MATYUSHKIN  
Representative of the Russian Federation at the European Court on Human Rights - Deputy Minister  
of Justice of the Russian Federation, Ministry of Justice

Mr Oleg PLOKHOI  
Deputy Head of Human resources and government awards, Department of the Administration of  
the President

Mr Mikhail GRISHANKOV  
First Deputy to the Chairman of the Committee on Security of the State Duma of the Federal  
Assembly of the Russian Federation

Mr Yuri Y BERESTNEV  
Head of the Legal Department of the Investigation Committee at the Prosecution Service of the  
Russian Federation

Mr Sergei A RUMYANTSEV  
Director of Administrative Department of the Ministry of Justice of the Russian Federation

Mr Aslan S YUSUFOV  
Deputy Head of Department for supervision over execution of law against corruption – Prosecution  
Service of the Russian Federation

Mr Andrei V CHUMAKOV  
Counselor to the Minister of Justice of the Russian Federation

Mr Andrei ILYIN  
Deputy Head of Section, Office of the Representative of the Russian Federation at the European  
Court of Human Rights, Ministry of Justice

Mr Anton A TRONIN  
Counselor – Human resources and government awards, Department of the Administration of the  
President of the Russian Federation

Mr Bogdan L ZIMNENKO  
Chair of Private international law – Diplomatic Academy of the Ministry of Foreign Affairs of the  
Russian Federation

Mr Yuri N SKORINOV  
Deputy Director of Department of state administration, regional development and municipal self-  
government – Government of the Russian Federation

Mr Vladislav V. STARZHENETSKIY  
Deputy Head of Department of international law and cooperation of the High Court of Arbitration of  
the Russian Federation

Mr Dmitriy G LAVROV  
Head of Department for property management of JSC "Gazprom" – Representative of the legal  
professions

Mr Vladimir N YUZHAKOV  
Head of Project "Administrative Reform" of the Fund "Center for strategic developments"

Mr Konstantin KOSORUKOV, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Mr Aleksei V SKRIPKO  
Interpreter

Ms Ksenia I PANEVKINA  
Interpreter

**REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE**

Ms Ana MARIČIĆ (Head of delegation)  
Legal Advisor, Secretariat for the implementation of the National Judicial Reform Strategy  
Ministry of Justice

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Daniel GABČO (Head of delegation)  
Deputy Director of the Financial Intelligence Unit, Combating Organised Crime Bureau, Police Force  
Presidium

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Drago KOS  
**President of GRECO / Président du GRECO**  
Chairman, Commission for the Prevention of corruption

Mr Roman PRAH  
Senior Adviser, Commission for the Prevention of Corruption

**SPAIN / ESPAGNE**

Mr Raphael VAILLO RAMOS  
Legal Counsellor, Ministry of Justice

**SWEDEN / SUEDE**

Mr Mattias LARSSON (Head of delegation)  
Associate Judge of Appeal, legal advisor, Ministry of Justice

**SWITZERLAND / SUISSE**

M Ernst GNÄGI (Chef de délégation)  
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

M Jean-Christophe GEISER  
Collaborateur scientifique, Office fédéral de la justice

M Olivier GONIN  
Collaborateur scientifique, Unité du droit pénal international, Office fédéral de la justice

**"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"**

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)  
Professor in Criminal Law, Dean of the Faculty of Law, "First Private University European University - Republic of Macedonia"

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Mete DEMIRCI  
Inspector, Prime Minister's Office

Mr Ahmet ULUTAS  
Judge, Ministry of Justice

**UKRAINE**

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)  
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime  
Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY  
Professor, President of the Institute of Humanitarian Research

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Ms Nicola SAUNDERS  
Crown Prosecution Service (CPS), CPS Policy

Mr Tom WAKELEY  
Foreign & Commonwealth Office

Mr Justin FISHER  
Professor, Dept. of Politics & History, School of Social Sciences

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)  
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Ms Jane LEY  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

Mr Joseph E. GANGLOFF  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ  
STATUTAIRE DU GRECO**

Apologised / Excusé

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Apologised / Excusée

**REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ**

Apologised / Excusé

**REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC**

Mr Damir VEJO  
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and  
Herzegovina

**OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC**

Apologised / Excusé

**OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE**

Mr Alex CONTE  
Senior Legal Expert, Anti-Corruption Division OECD Directorate for Financial and Enterprise Affairs

**GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO****Third Round Evaluation report on POLAND /  
Rapport du Troisième Cycle sur la POLOGNE****Theme I - Incriminations**

Ms Cornelia GÄDIGK (Germany / Allemagne)  
Senior public prosecutor, Head of Division 57 "Corruption Crimes", Prosecution office Hamburg

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Ukraine)  
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime  
Ministry of Justice

**Theme II – Party funding / Financement des partis politiques**

Mr Inam KARIMOV (Azerbaijan / Azerbaïdjan)

Chief Adviser, Dpt of Coordination of Law Enforcement Bodies, Executive Office of the President of the Republic

M Jean-Christophe GEISER (Switzerland / Suisse)  
Collaborateur scientifique, Office fédéral de la justice

Mr Justin FISHER – AcSS (Consultant)  
Professor, Dept. of Politics & History, School of Social Sciences, Brunel University

**Joint First and Second Round Evaluation Report on the Russian Federation /  
*Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints  
sur la Fédération de Russie***

Mr Martin KREUTNER (Austria / Autriche)  
Director Federal Bureau for Internal Affairs (BIA), Federal Ministry of the Interior

Mr Georgi RUPCHEV (Bulgaria / Bulgarie)  
Director of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

M. Pierre-Christian SOCCOJA (France)  
Coordinateur du pôle régional anti-criminalité en Europe du Sud-Est, Ambassade de France

Mr Joseph E. GANGLOFF (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

**Joint First and Second Round Compliance Report /  
*Rapports de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoint***

**MONTENEGRO**

Mr Ákos KARA (Hungary / Hongrie)  
Mr Fabrizio GANDINI (Italy / Italie)

**Second Round Compliance Reports /  
*Rapports de Conformité du Deuxième Cycle***

**MOLDOVA**

M Ivan ALIS-SALGUERO (Andorra / Andorre)  
Ms Oana HAINEALA (Romania / Roumanie)

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

M Pierre-Christian SOCCOJA (France)  
Mr Cezary MICHALCZUK (Poland / Pologne)

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO / *Secrétaire Exécutif du GRECO*

**Assistant / Assistante**

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / *Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif*

**Administrative Officers / Administrateurs**

Mr Björn JANSON  
M. Christophe SPECKBACHER  
Ms Laura SANZ-LEVIA  
Ms Tania VAN DIJK  
Mr Michael JANSSEN

**Secretariat - Evaluation rounds / Secrétariat - Cycles d'évaluation**

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant / *Assistante Administrative*  
Mme Laure HEIM, Assistant / *Assistante*  
Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant / *Assistante*

**Webmaster**

Ms Simona GHITA, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs / *Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques*  
Mme Marie-Rose PREVOST, GRECO

**Interpreters / Interprètes**

Mme Sally BAILEY  
Mme Isabelle MARCHINI  
Mme Julia TANNER

## ANNEXE II

### **AGENDA / ORDRE DU JOUR**

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* - **09h30**
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 46) / *Information du Président, des Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 46)*
4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** de projets de Rapport d'Evaluation:  
  
Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*
  - **Poland / Pologne** (Monday / lundi)Joint First and Second Evaluation Rounds / *Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints*
  - **Russian Federation / Fédération de Russie** (Tuesday afternoon - Wednesday / *mardi après-midi - mercredi*)
5. Examination and adoption of the Joint First and Second Round Compliance Report on **Montenegro** / *Examen et adoption du Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Monténégro*
6. Examination and adoption of the Second Round Compliance Reports on **Moldova** and the **United States of America** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Moldova et les Etats-Unis d'Amérique*
7. Examination and adoption of the Addendum to the Second Round Compliance Report on **Estonia** / *Examen et adoption de l'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur l'Estonie*
8. Publication of reports; translation of reports into national language: state of play / *Publication de rapports ; traduction de rapports dans la langue nationale : état de la situation*
9. Joint First and Second Round Compliance Procedures regarding Austria, Italy, Monaco, Russian Federation, Switzerland and Ukraine – selection of rapporteur countries (Bureau 46 proposal) / *Procédures de conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints à l'égard de l'Autriche, l'Italie, Monaco, la Fédération de Russie, la Suisse et l'Ukraine – sélection de (pays) rapporteurs (proposition Bureau 46)*
10. Adoption of the Programme of Activities for 2009 (approved by Bureau 46) / *Adoption du Programme d'Activités pour 2009 (approuvé par le Bureau 46)*
11. Third Evaluation Round - composition of the Teams in charge of the evaluation of Croatia, Malta, Ireland, Germany, "the former Yugoslav Republic of Macedonia", Turkey, Bulgaria and Hungary / *Troisième Cycle d'Evaluation - composition des Equipes chargées de l'évaluation de la Croatie, Malte, l'Irlande, l'Allemagne, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », la Turquie, la Bulgarie et la Hongrie*

12. Ninth General Activity Report (2008) – substantive issue (Bureau 46 proposal) / *Neuvième rapport général d'activités (2008) – question de fond (proposition du Bureau 46)*
13. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Report on Poland and of the Joint First and Second Round Evaluation Report on the Russian Federation (**Friday**) / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la Pologne et du projet de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Fédération de Russie (**vendredi**)
14. Miscellaneous / *Divers*
15. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
16. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*